

---

## Evaluation du

« Projet d'appui à l'éducation dans les communautés villageoises de  
Yékétééré, Nionkono et Konga »



**RAPPORT FINAL**

---

## SOMMAIRE

Sommaire.....	2
LISTE DES ACRONYMES.....	4
1. Contexte de l'Évaluation .....	5
1.1 Introduction.....	5
1.2 Objectifs de l'évaluation.....	7
1.3 Méthodologie .....	7
1.3.1 Analyse documentaire .....	7
1.3.2 Rencontre de cadrage .....	7
1.3.3 Visites dans les villages / rencontres avec les acteurs .....	8
1.3.4 Production du rapport de l'évaluation .....	8
1.4 Limites de l'évaluation .....	8
1.5 Composition du rapport de l'évaluation .....	9
2. Description du programme (investissements effectués).....	10
3. Analyse du projet et des résultats obtenus .....	11
3.1 Analyse de la pertinence, des objectifs initiaux, des stratégies et approches utilisées. 11	11
3.1.1 Réalisation d'infrastructures scolaires dans les villages.....	11
3.1.2 Equipements des salles de classes et des directions.....	14
3.1.3 Renforcement des capacités des maîtres pour fournir un enseignement de qualité.....	14
3.1.4 Redynamisation des comités de gestion scolaire (CGS) et renforcer leurs capacités en gestion. ....	15
3.1.5 La prise en charge de 1.530 enfants en matériels scolaires durant 3 ans. ...	15
3.2. Analyse du degré d'implication et d'appropriation des bénéficiaires .....	15
3.3 Résultats / constats de l'évaluation .....	17
3.3.1 A Nionkona .....	17

3.3.2	A Yékétééré et Konga .....	17
3.3.3	Sur l'ensemble des 3 villages .....	18
4.	Conclusions et recommandations/perspectives .....	19
4.1	Conclusions.....	19
4.2	Recommandation / perspectives .....	20
5.	Annexes .....	22
5.1	Annexe1 : Calendrier de rencontres :.....	22
5.2	Annexe 2 : Liste des documents consultés .....	23
5.3	Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées.....	24
5.3.1	Liste de participants à la réunion de cadrage .....	24
5.3.2	Femmes et corps enseignant – Konga.....	24
5.3.3	Groupement des femmes et corps enseignant – Yékétééré.....	25
5.3.4	Femmes et corps enseignant – Nionkona .....	26
5.3.5	Parents d'élèves et le comité de gestion scolaire de Konga .....	26
5.3.6	Comité de Gestion Scolaire et Parents d'élèves – Yékétééré .....	27
5.3.7	parents d'élèves + les conseillers du chef de village et CGS Nonkona .....	27
5.3.8	Conseillers de la mairie de la commune rurale de Guihoyo .....	28
5.3.9	World Vision .....	28

## LISTE DES ACRONYMES

---

<b>AGR</b>	Activités Génératrices de revenus
<b>CAEB</b>	Conseils et Appui pour l'Éducation à la Base
<b>CAP</b>	Centre d'Animation Pédagogique
<b>CED</b>	centre d'éducation pour le développement
<b>CGS</b>	Comité de Gestion Scolaire
<b>CP</b>	Centre Passerelle
<b>EC</b>	Ecole Communautaire
<b>EF</b>	Enseignement Fondamental
<b>EPC</b>	Projet Epargner pour le Changement
<b>EPT</b>	Education Pour Tous
<b>IEC</b>	Information Education Communication
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PFJE</b>	Projet Formation et Intégration des Jeunes à l'Emploi
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>S&amp;E:</b>	Suivi – Evaluation
<b>SAGE</b>	Stratégies pour l'Amélioration de l'Éducation des Filles (Strategies for Advancing Girls' Education)
<b>SIDA</b>	Syndrome Immunodéficient Acquis
<b>SSA/P</b>	Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle
<b>VIH</b>	Virus Immunodéficient Humain
<b>WV</b>	World Vision

## 1. CONTEXTE DE L'ÉVALUATION

---

### 1.1 Introduction

« Une réduction significative et durable de la pauvreté ne saurait se faire sans amélioration de l'éducation, de la formation et de l'alphabétisation ». Ce concept est partagé par la plupart des partenaires au développement qui estiment que le processus de développement économique, social et culturel est actuellement handicapé à cause de l'insuffisance de l'éducation pour des raisons diverses dont :

- Les mauvaises conditions d'éducation (insuffisance et inadaptation des infrastructures et équipement)
- La faible qualité de l'offre éducative (qualité insuffisante de l'enseignement – compétences très limitées de nombreux enseignants) ;
- Accès insuffisant des enfants (notamment ceux issus de familles pauvres) aux matériels / fournitures scolaires.

Au Mali, à la fin des années 1990, le taux brut de scolarisation ne dépassait pas 50%<sup>1</sup>. Ainsi, les gouvernants ont prôné l'initiative communautaire en matière d'éducation de base. Deux catégories d'écoles ont été alors promues :

- Les écoles communautaires pour les 6 à 12 ans
- Les centres d'éducation pour le développement (CED) pour les 9 à 15 ans.

D'une manière générale, des écoles communautaires et des CED ont été créés à travers le pays pour renforcer la capacité d'éducation en milieu rural.

Les écoles communautaires sont considérées comme des écoles privées à but non lucratif. Elles sont créées et gérées par les communautés.

C'est dans ce contexte que les villages de Yékétééré, Nionkona (commune rurale de Guiwoyo) et Konga (commune de Kolokani) ont construit depuis 1996 et 1997 des salles de classe en banco (terre argileuse mêlée d'eau et longuement foulée au pied, est parfois « enrichi » de paille de mil ou de riz) pour abriter leur école communautaire. Malgré des efforts constants, ces infrastructures se sont dégradées au fil des ans dégradant par la même occasion les conditions d'apprentissage.

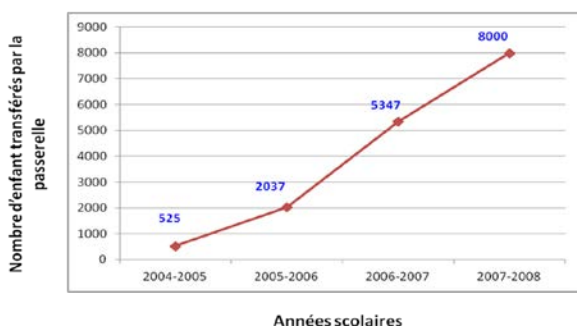
La Fondation STROMME qui est une organisation non gouvernementale créée en 1976 pour pérenniser l'œuvre du pasteur norvégien Olaf Kristian Stromme, a décidé de s'investir pour la promotion « l'accès à l'éducation des enfants à travers la passerelle (speed school) ou la Stratégie de Scolarisation Accélérée (SSA) démarré depuis 2004 au Mali. « *La passerelle ou stratégie de scolarisation accélérée est une stratégie accélérée de formation des enfants âgés de 8 à 12 ans non scolarisés ou déscolarisés précoces pendant une période de 9 mois avant de les insérer dans l'école formelle. Après les 9 mois les*

---

<sup>1</sup> Gouvernement du Mali (rapport préliminaire 1999). Education pour tous : bilan à l'an 2000. Rapport national pour le Mali. Données pour l'année 1998.

enfants formés sont testés par l'administration scolaire formel et transférés en 3 ou 4e année selon leur niveau »<sup>2</sup>. Ainsi, depuis 2004, le nombre d'enfants conduits dans les écoles communautaires s'est considérablement accru.

Cette situation a créé (i) la pléthore d'effectif dans les écoles d'accueil entraînant un manque de classes à ces niveaux ; (ii) l'insuffisance de mobiliers et d'équipements



scolaires dans certains cas et le manque dans d'autres cas ; (iii) le manque de matériels didactiques (livres, cahiers etc.).

Cette situation est renforcée par l'insuffisance de qualifications requises des enseignants des écoles d'accueil pour assurer une formation de qualité aux enfants surtout à ceux provenant des

centres à passerelle.

C'est dans ces contextes que l'ONG CAEB (Conseils et Appui pour l'Education à la Base) a initié chaque année et cela depuis 2005 des actions de développement en faveur de l'éducation des milliers d'enfants (Programme de Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle (SSA/P). Elle facilite ainsi leur accès à l'éducation. Le programme SSA/P est mené en partenariat avec la Fondation STROMME au niveau des villages des localités cibles de la région de Koulikoro dont le cercle de Kolokani. D'une manière spécifique, ce programme vise à contribuer à l'augmentation du taux de scolarisation pour contribuer à l'éducation pour tous (EPT) dans ses zones d'intervention.

« Le projet d'appui à l'éducation dans les communautés villageoises de Yékétééré, Nionkona et Konga » a ainsi été conçu et mis en œuvre avec comme objectifs spécifiques à atteindre à la fin de la mise en œuvre des activités planifiées :

- L'amélioration des conditions d'études (environnement scolaire de qualité) des enfants transférés des centres à passerelle dans les 3 villages cibles ;
- L'amélioration de la qualité de l'enseignement dans les écoles des 3 villages cibles ;
- La facilitation de l'accès des enfants transférés des centres à passerelle et des autres enfants des écoles du cercle de Kolokani au matériel scolaire.

Pour réaliser ces objectifs spécifiques, le projet a planifié la réalisation des principaux produits suivants :

- 9 salles de classe en matériaux modernes et durable ;
- Des équipements pour les 9 salles de classe ;
- 3 blocs de 2 latrines (soit 1 bloc par village) ;
- 3 bureaux de direction soit 1 par village ;

---

<sup>2</sup> Projet d'appui à l'éducation dans les communautés villageoises de Yékétééré, Nionkona et Konga – Cercle de Kolokani – Demande de financement soumise à la Fondation STROMME – C.A.E.B – Page 2.

- 15 enseignants compétents en pédagogie d'enseignement pour fournir des formations de qualité aux enfants ;
- Des matériels scolaires pour 1.530 enfants pendant 3 ans.

## **1.2 Objectifs de l'évaluation**

A travers la présente évaluation, la Fondation STROMME veut atteindre les objectifs suivants :

- Réaliser l'analyse de la pertinence (i) des objectifs initiaux, (ii) des stratégies et approches utilisées, (iii) de la concordance entre les résultats atteints et ceux attendus ;
- Réaliser l'analyse du degré d'implication et l'appropriation des bénéficiaires ;
- Faire un inventaire des effets du projet sur l'éducation au niveau des bénéficiaires ;
- Procéder à une analyse approfondie des forces et faiblesses du projet afin de tirer des leçons et formuler des recommandations/perspectives.

L'atteinte de ces objectifs ci-dessus cités permettra d'apprécier la performance du projet ainsi que ses impacts sur les bénéficiaires et les communautés.

## **1.3 Méthodologie**

La participation des acteurs impliqués (directement ou indirectement) dans la mise en œuvre du projet (responsables communautaires, responsables communaux, organisations communautaires et communales de promotion de l'éducation, services techniques, et personnes ressources) aux analyses a été au cœur de la méthodologie réalisée pour l'évaluation.

Elle a été réalisée selon les 4 principales phases suivantes :

### ***1.3.1 Analyse documentaire***

La Fondation STROMME a mis à la disposition des évaluateurs des documents de planification et des rapports d'activités (cf. liste des documents annexe 2). Ces documents ont été exploités pour collecter les informations sur les objectifs, produits/résultats et activités (planifiés et réalisés). Cette analyse documentaire a également permis de comprendre l'évolution de la conception du projet de 2009 à 2011. Des principales questions soulevées par l'analyse documentaire ont été utilisées pour approfondir les échanges avec les acteurs sur le terrain selon les attentes de l'évaluation proposées dans les termes de référence.

### ***1.3.2 Rencontre de cadrage***

Cet élément de la démarche de l'évaluation a été réalisé à Kolokani avec l'équipe de l'ONG CAEB (le chargé de l'éducation à Kolokani, le superviseur éducation de Kolokani, le superviseur éducation de Djidjéni et le superviseur éducation de Sakabala) et le chargé de suivi-évaluation de la Fondation STROMME à Bamako. Il a permis de :

- présenter la méthode de travail préconisée par les évaluateurs.
- ajuster la liste des acteurs à rencontrer au cours de l'évaluation : l'équipe de l'ONG CAEB a proposé de rencontrer en plus des acteurs proposés, le CAP de Kolokani, les associations féminines dans les 3 villages et les groupes EPC.
- cibler et coordonner les rencontres à effectuer dans le cadre des jours de mission sur le terrain (élaboration du calendrier des missions).

### **1.3.3 Visites dans les villages / rencontres avec les acteurs**

La méthode d'évaluation participative a été privilégiée au cours des visites auprès des acteurs dans les villages et des partenaires des communes, services techniques déconcentrés et World Vision Base de Kolokani (ONG intervenant dans la même zone et dans le même domaine).

**Des rencontres au niveau communal avec les élus locaux (Guiwoyo et Kolokani), au niveau village avec les autorités villageoises, les membres des CGS, les parents d'élèves, les responsables scolaires (directeurs et enseignants), les groupements féminins et les responsables de la jeunesse.** L'équipe d'enquêteurs (une femme et un homme) a disposé de suffisamment de temps pour la réalisation de chaque rencontre. Cela a permis d'échanger et de discuter en profondeur avec les acteurs rencontrés.

Les infrastructures réalisées dans le cadre du projet ont été visitées dans les trois villages du projet. Ces visites ont été effectuées pour observer les réalisations (l'état physique des infrastructures et échanges pour connaître les dispositions prises pour leur entretien). Elles ont également été l'occasion d'échanger avec les bénéficiaires pour vérifier les déclarations faites lors des rencontres.

### **1.3.4 Production du rapport de l'évaluation**

Sur la base des informations collectées et analysées et à l'aide des termes de référence qui précisent les résultats attendus de l'évaluation, un rapport d'évaluation a été élaboré. Ce rapport sera présenté et discuté lors d'une restitution au siège de la Fondation STROMME à Bamako. Un rapport final sera rédigé après la lecture du rapport provisoire par l'ONG CAEB et la Fondation STROMME Afrique de l'Ouest. Il intègrera les observations (écrites ainsi que les remarques et suggestions verbales faites lors des restitutions) dans la mesure du possible.

## **1.4 Limites de l'évaluation**

L'évaluation a bénéficié de la disponibilité d'informations à travers des documents (planification et rapports) fournis par le bureau de la Fondation STROMME.

Les personnes rencontrées à Kolokani et dans les villages se sont franchement exprimées par rapport :

- aux produits proposés par le projet à savoir :



- \* Les salles de classe (3 salles par village) et leurs équipements (table-banc, bureau du maître et chaises), les blocs de toilettes (1 bloc de 3 latrines par village) et un bâtiment (bureau) pour les directions (1 bureau de direction par école) ;
- \* Des connaissances (pour les acteurs communautaires) pour l'entretien / la bonne gestion des infrastructures créés avec l'appui du projet ;
- au bien fondé des actions réalisées par le projet ;
- Les changements positifs dans la situation des groupes cibles intervenus à la suite des activités du projet (amélioration du taux de scolarisation dans les villages d'intervention).

Cependant, des dispositions importantes devaient être prises pour suivre constamment les indicateurs de résultats élaborés pendant la planification du projet (collecter et analyser des données qui permettent de mesurer les progrès accomplis en termes de changements positifs attendus). Cet état de fait a été une limite pour l'évaluation. Malgré l'insistance auprès des différents acteurs, l'équipe n'a pas eu accès à des informations précises sur l'amélioration du niveau de scolarisation attribuable au projet.

### **1.5 Composition du rapport de l'évaluation**

Le présent rapport d'évaluation est structuré pour répondre aux questions évaluatives posées dans les termes de référence :

- L'analyse de la pertinence (i) des objectifs initiaux, (ii) des stratégies et approches utilisées, (iii) de la concordance entre les résultats atteints et ceux attendus :
- L'analyse du degré d'implication et l'appropriation des bénéficiaires :
- L'inventaire des effets du projet sur l'éducation au niveau des bénéficiaires :
- L'analyse approfondie des forces et faiblesses du projet afin de tirer des leçons et formuler des recommandations/perspectives.

Ainsi, il comprend les parties suivantes :

- *Une description des prestations* réalisées par l'équipe de l'ONG CAEB dans le cadre du projet d'appui à l'éducation dans les communautés villageoises de Yékétééré, Nionkona et Konga de 2009 à 2011. Le bilan des activités ainsi qu'une analyse des écarts;
- *Les résultats / constats de l'évaluation* : résultats des analyses effectuées conformés aux indications données dans les termes de référence.
- *Des leçons et recommandations / perspectives* : conclusions des constats (insuffisances, facteurs de blocage, succès, potentialités) et axes stratégiques d'intervention pour optimiser l'utilisation des produits réalisés en vue de l'amélioration de l'éducation dans la zone.

## 2. DESCRIPTION DU PROGRAMME (INVESTISSEMENTS EFFECTUES)<sup>3</sup>

---

Le projet d'appui à l'éducation dans les communautés villageoises de Yékétééré, Nionkona (commune rurale de Guiwoyo) et Konga (commune de Kolokani) tous dans le cercle de Kolokani a été conçu et mis en œuvre pour contribuer à l'augmentation du taux de scolarisation dans les 2 communes d'intervention et contribuer par la même occasion à l'éducation pour tous.

De manière spécifique, le projet s'est engagé à réaliser les améliorations concrètes suivantes à la fin de sa période de mise en œuvre :

- L'augmentation de la chance des enfants transférés des centres à passerelle d'étudier dans un environnement scolaire de qualité dans les trois villages.
- L'augmentation de la qualité de l'enseignement pour les enfants des trois villages d'intervention du projet ;
- La facilitation de l'accès des enfants transférés et les autres enfants des trois écoles du cercle de Kolokani aux matériels scolaire durant les trois ans.

Pour atteindre ces objectifs, les principales activités suivantes ont été planifiées :

- Construire et équiper par village :
  - \* 1 bloc de 3 salles de classes ;
  - \* 1 bloc de 2 latrines par village ;
  - \* 1 bâtiment par village pour abriter la direction de l'école ;
- Former 15 enseignants dans la pédagogie de l'enseignement afin qu'ils fournissent une formation de qualité aux enfants.
- Prendre en charge 1.530 enfants en matériels scolaires durant 3 ans.
- Redynamiser les comités de gestion scolaire (CGS) et renforcer leurs capacités en gestion de l'école en mode décentralisé, en suivi de l'entretien régulier des infrastructures et des équipements par les communautés et la qualité de l'éducation des enfants au niveau des établissements.

Les groupes cibles du projet sont les filles et les garçons transférés des centres à passerelle, ceux au niveau des écoles d'accueil et les enseignants chargés de l'encadrement dans différents établissements scolaires des 3 villages.

Les principaux participants au projet sont :

- la Fondation STROMME partenaire financier,
- l'ONG CAEB (Conseils et Appui pour l'Education à la Base) intermédiaire technique et financier partenaire de la Fondation STROMME dans le cercle de Kolokani sur le

---

<sup>3</sup> Projet d'appui à l'éducation dans les communautés villageoises de Yékétééré, Nionkona et Konga (soumis à la Fondation STROME – CAEB - Demande financement – Pages 2 à 4

programme Passerelle/SSA. L'ONG CAEB a mis à la disposition du projet 1 agent chargé du suivi des activités dans les trois villages.

- Le CAP de Kolokani prestataire pour la formation continue du personnel enseignant et le suivi de l'éducation au niveau des trois écoles.
- Les deux (2) communes chargées du suivi des enfants et des infrastructures
- Les comités de gestion scolaire des trois 3 villages pour assurer le suivi et l'entretien continu des bâtiments.

Le montant total du projet s'élève à 80 723 500 F CFA dont 27 922 000 F CFA pour la première année, 26 654 500 F CFA pour la deuxième année et 26 117 000 F CFA pour la troisième année.

### **3. ANALYSE DU PROJET ET DES RESULTATS OBTENUS**

---

#### **3.1 Analyse de la pertinence, des objectifs initiaux, des stratégies et approches utilisées.**

L'approche globale du projet pour atteindre l'objectif « *d'augmentation du taux de scolarisation dans les 3 communautés en vue de contribuer à l'éducation pour tous (EPT)* » est bien fondée.

La réalisation des infrastructures pour améliorer la capacité d'accueil des écoles et les conditions d'apprentissage pour les enfants peut produire les effets escomptés (attirer les parents d'élèves et les enfants vers l'école et maintenir les enfants dans les écoles).

Le renforcement des capacités des enseignants peut rehausser le niveau d'éducation/formation des enfants ce qui est également un facteur attractif pour les parents d'élèves car il renforce la confiance des parents vis-à-vis de l'école.

Le renforcement des capacités des membres des comités de gestion scolaire peut permettre effectivement d'assurer la durabilité des infrastructures par la réalisation à temps des entretiens nécessaires, le suivi de la qualité de la formation des enfants et contribuent ainsi à assurer un bon niveau d'éducation/formation.

#### **3.1.1 Réalisation d'infrastructures scolaires dans les villages**

##### **a) DANS LE VILLAGE DE NIONKONA**

Le projet a réalisé dans ce village, 3 salles de classe un bloc de 3 toilettes et une direction. La réception des bâtiments a été effectuée en 2009. Les travaux ont duré 3 mois.

Au cours des travaux les villageois ont apporté les contributions suivantes :

- La fourniture de la main d'œuvre non qualifiée par les 8 communautés (villages et hameaux) dont les enfants fréquentent l'école de Nionkona. Cela s'est concrétisé par la mobilisation de 10 à 20 personnes par jour pendant toute la durée des travaux.

- Le transport des matériaux de construction (sable, gravier, moellon, l'eau transportée par les femmes) et la préparation de nourriture pour les travailleurs (apport volontaire à la réalisation des travaux). Le suivi des travaux ;

Le suivi de l'entretien des infrastructures est entamé à travers l'instauration d'une action de salubrité hebdomadaire réalisée par les élèves. Un engagement des parents (villageois en général) n'est pas encore perceptible.

Malgré la bonne qualité des bâtiments, ils présentent des signes de dégradation (fissures dans les murs et destruction de la couverture en ciment des sols). Les villageois estiment qu'elles sont attribuables à la mauvaise qualité des matériaux de construction. Cette réalisation des infrastructures a motivé davantage les villageois autour de la question de l'éducation. Selon les personnes interrogées, 80% des cotisations périodiques dues ont été recouvré en décembre 2009 contre moins de 50% avant la réalisation des infrastructures.

#### **b) DANS LE VILLAGE DE YEKETERE**

Le projet a construit 3 salles de classe, 1 direction et un bloc de 3 toilettes en 2010 pendant 3 mois et ½ de mars à juin. Les travaux de construction ont été réalisés avec l'aide de 2 villages (Yékétééré et Nékebougou). Le village de Nékebougou, motivé au départ s'est retiré des activités plus tard parce qu'il ne se sentait plus concerné.

La contribution villageoise a été concrétisée par les activités suivantes :

- Le transport de gravier, sable, eau et moellon ;
- Le creusement de soubassement (par la main d'œuvre non qualifiée par le village soit 10 jeunes par jours);
- L'hébergement de membres de l'équipe de l'emprise chargée de la construction ;
- Les femmes ont transporté l'eau, arrosé les briques et les murs.

Les infrastructures réalisées ont été bien appréciées par les villageois, cependant après 2 ans, les sols et les murs des salles de classe commencent à se fissurer. Les termites commencent à ronger le plafond.

Les acteurs rencontrés dans les villages ont tous affirmés que le comité de gestion scolaire fait mieux son travail de suivi et de mobilisation des populations pour les entretiens. Les actions d'entretien à l'école sont actuellement faites avec plus de fréquences. Cependant, le village n'a pas envisagé la réparation des fissures dans les murs et les sols.

#### **c) DANS LE VILLAGE DE KONGA**

3 salles de classe, 1 bloc de 3 latrines et 1 bâtiment servant de direction ont été réalisés en 2011. Le village a contribué à la réalisation à travers :

- Le transport de sable à partir d'un site qui est situé à 10 km du village. A cause de la pénibilité de ce transport avec les charrettes, le village a préféré louer un camion pendant 9 jours. La location du camion, le carburant et autres petites dépenses

relatives au voyage ont coûté aux villageois un montant total de 945.000 F CFA. Cette contribution a été une initiative propre du village qui a ainsi prouvé sa motivation pour la réalisation du projet ?

- Le transport de moellon, de gravier et de l'eau (par les femmes) ;
- La fourniture de la main d'œuvre non qualifiée (mobilisation de 18 à 26 personnes par jour du village et de ses 3 hameaux de culture);
- Une contribution financière volontaire de 75.000 F CFA mobilisée par le groupement féminin.

Dans ce village, les autorités ont déploré le dépassement de la durée prévue du chantier de 2 mois (la durée des travaux a été de 5 mois au lieu de 3 mois prévus). Cette observation des villageois est un indicateur d'une communication insuffisante pendant la réalisation des infrastructures.

Les élus locaux (au niveau de la commune) ont été contactés mais n'ont pas accepté de s'impliquer puisqu'ils ont voulu avoir le rôle de maître d'ouvrage de la réalisation des infrastructures (avoir la responsabilité de la réalisation des infrastructures).



Salles de classe construites à Yékétééré



Latrines construites à Yékétééré



Direction de l'école de Konga

### **3.1.2 Equipements des salles de classes et des directions**

Le projet a fourni des tables-bancs (270 au total soit 90 par village et 30 par salle de classe), un bureau et une chaise du maître à chaque école pour l'équipement des salles de classe. Le tableau est incorporé dans les murs des salles de classe.

Les équipements fournis sont suffisants (30 table-bancs par salle) et sont en bon état. Ils permettent aux élèves et aux maîtres de travailler dans de bonnes conditions. Cependant des dégradations des équipements à Yékétééré peuvent être observées. Cela peut être un indicateur de la faiblesse des mesures d'entretien et de conservation des équipements dans ce village.

Les bâtiments des directions (2 salles par direction) ont été dotés d'un bureau (table) chacun, de 2 chaises et d'une armoire. Ces équipements permettent aux directeurs de travailler dans de bonnes conditions.



Tables-bancs dans une salle de classe.



Bureau du maître

### **3.1.3 Renforcement des capacités des maîtres pour fournir un enseignement de qualité.**

Des enseignants (enseignants contractuels<sup>4</sup>) des 3 écoles concernées par le projet ont été formés en méthode active de formation selon le modèle de la SSA. Cette formation a eu lieu en décembre 2009 à Kolokani (du 24 au 28). Les personnes formées sont réparties comme suite :

- 10 enseignants des 3 villages (Nionkona = 4, Yékétééré = 3, Konga = 3),
- 2 conseillers du CAP de Kolokani
- 2 agents de l'ONG CAEB

La formation a porté sur la didactique des disciplines suivantes : lecture, écriture, mathématique, rédaction, grammaire et conjugaison.

A leur demande, les directeurs ont été formés en rédaction administrative.

5 sur 10 enseignants ont quitté les villages d'intervention du projet pour d'autres zones. Le projet et les villageois n'ont pas pu empêcher leurs départs car il n'existe pas de dispositions légales pour les maintenir / stabiliser.

---

<sup>4</sup> Ils ne sont pas fonctionnaires de l'Etat.

### **3.1.4 Redynamisation des comités de gestion scolaire (CGS) et renforcer leurs capacités en gestion.**

La redynamisation du CGS a été faite à travers des séances d'information des membres sur leurs rôles et responsabilités. Ainsi, dans les trois villages, ils ont su ce qu'ils doivent faire pour l'entretien des infrastructures et des équipements et le suivi de l'évolution du niveau des enfants. *Selon les personnes rencontrées, cette dernière attente est difficile à réaliser car les membres des CGS sont généralement analphabètes et ne sont pas en mesure d'établir et mettre en œuvre un plan de suivi de données sur les enfants inscrits.*

A *Nionkona*, les membres du CGS ont déclaré avoir participé à une séance de formation d'une journée sur l'importance de la scolarisation des enfants en général et des filles en particulier, le suivi des infrastructures, l'hygiène et l'assainissement et le reboisement de la cour de l'école

Les comités de gestion scolaire font mieux son travail. Il assure le suivi régulier des infrastructures et assure les petits entretiens :

- A *Yékétééré*, les membres du CGS ont organisé des rencontres avec les groupements de femmes pour discuter sur l'importance de la scolarisation des filles et ils font du « porte à porte pour échanger sur la scolarisation des enfants avec les parents d'élèves ». Le CGS assure l'entretien des salles de classe
- A *Konga*, le comité de gestion scolaire a élaboré un plan d'actions pour la construction des logements pour les enseignants. La recherche de financement pour la mise en œuvre de ce plan est en cours

En plus des actions d'information / sensibilisation et formation adressées aux membres des CGS, le projet a réalisé une séance de sensibilisation et d'information des populations dans les villages sur le droit des enfants et l'importance de la scolarisation des filles.

### **3.1.5 La prise en charge de 1.530 enfants en matériels scolaires durant 3 ans.**

Le projet a planifié la prise en charge de 1 530 enfants en matériels scolaires durant les 3 ans (achat et distribution de matériels scolaires). Cette activité n'a pas été exécutée par le projet. Selon l'équipe du projet, notamment le coordinateur, c'est une activité qui n'a plus été estimée pertinente après l'analyse des expériences dans le domaine dans la zone d'intervention. Dans la plus part des zones où d'autres projets ont fait cette activité, cela a été un échec et à entrainer l'abandon de l'école de plusieurs enfants. Il semble qu'une telle action peut démotiver les parents d'élèves pour la prise en charge de leurs enfants et entrainer par la même occasion l'abandon de l'école par ces derniers.

## **3.2. Analyse du degré d'implication et d'appropriation des bénéficiaires**

Les infrastructures créées ont renforcé des écoles déjà existantes où les salles de classe étaient en matériaux locaux construits par les villageois. La réalisation du projet est donc bien fondée puisqu'elle est bâtie sur une initiative villageoise.

Les villageois ont été impliqués à toutes les étapes de réalisation des infrastructures. Pour permettre une bonne gestion des chantiers, 4 personnes dont 1 par village ont été formées en suivi des chantiers (contrôle des rentrées et des sorties de matériels). Cette approche a eu comme avantage de créer un sentiment de « maître d'ouvrage » chez les villageois.

*Cependant, dans les villages, les personnes rencontrées (autorités villageoises, membres des CGS et groupements féminins) estiment que les dégradations constatées s'expliquent par des fautes techniques (faible dosage de ciment, mauvais choix des sables et graviers) commises par les entrepreneurs. En réalité, les villageois ne sont pas des experts et leurs appréciations ne se reposent que sur des suppositions qui ne peuvent être vérifiées que par des experts. Une façon de corriger de telles suspicions est le recrutement d'un expert pour la surveillance des travaux. Cet expert ne doit avoir aucun lien avec l'entreprise qui construit et le village doit être informé de son existence.*

Les infrastructures réalisées correspondent bien aux besoins des populations. Elles sont de bonnes qualités et sont fonctionnelles. Elles abritent des élèves dans tous les villages. Les suspicions des villageois peuvent indiquer un déficit d'appropriation car, pour l'instant, ils ne font que signaler ces problèmes et n'envisagent pas des mesures pour faire les réparations nécessaires à l'arrêt ou au mieux la minimisation de l'impact des dégradations sur la durabilité des infrastructures.

*La commune de Guiwoyo a accepté de s'impliquer à l'action de développement. Elle a assisté les villageois (sensibilisation) pour la bonne mise en œuvre et l'entretien des infrastructures réalisées. Elle a contribué avec une somme symbolique de 5.000 F CFA à l'inauguration des infrastructures à laquelle elle a participé. A Nionkona, la commune a participé à l'élaboration du plan d'action du CGS.*

*La commune de Kolokani n'a pas accepté puisqu'elle a exigé (en tant que maître d'ouvrage du développement local) de gérer les fonds mobilisés pour les constructions. Malgré cette situation qui n'est pas souhaitable, l'ONG CAEB devrait toujours négocier avec la commune pour obtenir son adhésion. Car, l'action doit être inscrite dans le PDSEC et va créer, à moyen et long terme, des charges pour la commune (par exemple la maintenance des infrastructures en cas de dégâts significatifs).*



Ancienne salles de classe



Ancienne toilette



### **3.3 Résultats / constats de l'évaluation**

D'une manière générale, les effets du projet dans les villages sont positifs et sont bien appréciés par les villageois. Les groupes rencontrés ont fait des témoignages qui confirment le sentiment de satisfaction des bénéficiaires et des partenaires du projet dans les villages. Les principaux constats suivants ont été faits :

#### **3.3.1 A Nionkona**

Les résultats suivants ont été observés dans ce village :

- La réalisation des infrastructures a motivé davantage les villageois autour de la question de l'éducation. 80% des cotisations périodiques dues ont été recouvré en décembre 2009. Population plus engagée pour l'éducation. Témoin la construction des logements des enseignants.
- Les capacités des enseignants formés et qui sont restés se sont améliorées<sup>5</sup>.
- L'effectif à l'école a passé de 274 élèves avant la construction des salles de classe à 400 élèves après la construction.
- Les sensibilisations effectuées dans le cadre du projet ont contribué à diminuer la déscolarisation des filles pour cause de mariage. Le taux de filles déscolarisées pour cause de mariage a passé de 90% avant le projet à actuellement 50%.<sup>6</sup>
- A cause des 3 salles de classe réalisées dans le cadre du projet, l'ANICT a financé la construction du 2<sup>e</sup> cycle dans le village. Il est actuellement opérationnel.
- Le recouvrement des frais de scolarisation des enfants par le CGS est amélioré d'environ 75%;
- L'organisation des classes de 4<sup>ème</sup> à la 9<sup>ème</sup> année pour le balayage hebdomadaire de la cour de l'école ;
- Mobilisation de la communauté pour la construction des logements pour les enseignants sur leur fonds propres;
- Mobilisation des parents contre l'abandon scolaire des enfants ;

#### **3.3.2 A Yékétééré et Konga**

Dans ces 2 villages, les infrastructures ont été réalisées en 2010 (Yékétééré) et 2011 (Konga). Les effets observés sont moins importants que dans le village de Nionkona où elles ont été réalisées en 2009. Néanmoins, les constats suivants ont été faits :

A *Yékétééré*, les élèves de 1<sup>ère</sup> année, classés dans la catégorie de ceux qui sont « très bien » (qui savent lire et écrire à la fin de l'année) a passé de 40% à 80%. Cette

---

<sup>5</sup> Affirmation d'un conseiller pédagogique du CAP

<sup>6</sup> Source = enseignants de l'école de Nionkona.

amélioration est attribuable à la qualification de l'enseignant et aux meilleures conditions d'apprentissage.

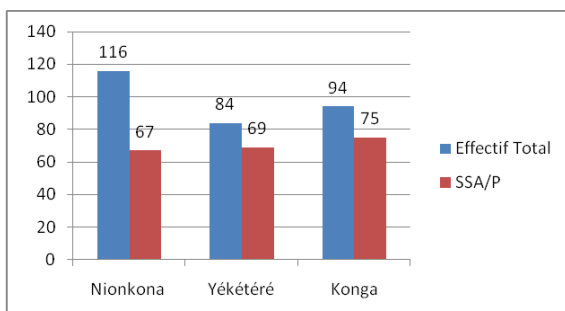
A *Konga*, les personnes qui ont participé aux rencontres ont affirmé que les enseignants et élèves travaillent dans un environnement adapté. Les populations accordent, maintenant, plus d'importance à la question de l'éducation. L'effectif de l'école a passé de 100 à 184 soit une augmentation de 84%.

### 3.3.3 Sur l'ensemble des 3 villages

Certains problèmes de départ ont été résolus à travers la mise en œuvre du projet. Les plus visibles sont :

- L'amélioration des conditions de travail des enfants : Ils apprennent désormais dans des salles plus spacieuses, plus aérées et plus sécurisées ;
- Meilleure condition d'hygiène pour les enfants à cause des toilettes conformes aux normes d'hygiène et d'assainissement.
- L'amélioration des conditions de travail des enseignants notamment la direction ;

Les enseignants rencontrés ont affirmé que les écoles sont désormais capables de recevoir plus d'enfants par le système de passerelles. De nos jours la proportion des enfants des centres SSA/P dépasse partout 50%. Elle n'atteignait pas ce niveau avant le projet.



- 57,75% de l'effectif de Nionkona provient des centres SSA/P
- 82,14% de celui de Yékétééré proviennent de ces centres
- 79,78% de celui de Konga proviennent des centres SSA/P

Ces proportions démontrent que le projet a atteint son objectif d'offrir des opportunités d'intégration des enfants de ces centres dans le système d'éducation formelle.

L'augmentation des effectifs (affirmés par les enseignants, les parents d'élèves, les membres des groupements féminins et ceux des CGS) est également une preuve de l'accroissement du taux de scolarisation dans les 3 villages d'intervention du projet.

## SITUATION DES EFFECTIFS PAR ECOLES DANS LA 2EME QUINZAINE DU MOIS DE NOVEMBRE 2011

Village	Classes	Effectif de l'école			Effectif des apprenants venant des centres SSA/P		
		F	G	T	F	G	T
Nionkono	4 <sup>ème</sup> année	21	24	<b>45</b>	10	13	<b>23</b>
	5 <sup>ème</sup> année	19	22	<b>41</b>	9	15	<b>24</b>
	6 <sup>ème</sup> année	12	18	<b>30</b>	6	14	<b>20</b>
Yékétééré	4 <sup>ème</sup> année	12	13	<b>25</b>	8	12	<b>20</b>
	5 <sup>ème</sup> année	13	18	<b>31</b>	10	19	<b>29</b>
	6 <sup>ème</sup> année	14	14	<b>28</b>	8	12	<b>20</b>
Konga	4 <sup>ème</sup> année	18	22	<b>30</b>	11	12	<b>23</b>
	5 <sup>ème</sup> année	14	17	<b>31</b>	10	13	<b>23</b>
	6 <sup>ème</sup> année	15	18	<b>33</b>	12	12	<b>24</b>

Source : CAEB

#### 4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS/PERSPECTIVES

##### 4.1 Conclusions

La pertinence avérée du projet et son efficacité ne signifient pas que les objectifs sont tous atteints. Après ces 3 ans de projet, il existe encore quelques défis à lever notamment par les villageois.

Il s'agit entre autres de :

- *L'entretien des infrastructures créées avec l'appui du projet* : les villageois doivent être plus engagés pour maintenir les infrastructures en bon état pendant plusieurs années. Ainsi, ils doivent connaître les petits entretiens à faire pour ces bâtiments (nettoyage, petites réparations, etc.) et les conséquences de la négligence de ces entretiens. Le rôle du CGS n'est pas de faire les travaux d'entretien mais de les organiser. L'exécution des actions planifiées pour l'entretien des infrastructures devant être la tâche des autres acteurs villageois (les parents d'élèves, les élèves soutenus par leurs maîtres).
- *Les effectifs pléthoriques qui peuvent revenir très vite à cause de l'engouement que les villageois vont avoir pour l'éducation à travers les meilleures conditions créées par le projet* : De nos jours, on peut déjà observer un effectif pléthorique à Nionkono (l'effectif de la 1<sup>ère</sup> année, dans ce village, a passé de 70 à 110 élèves).
- *La stabilisation des enseignants* : la plupart des maîtres formés (50%) sont partis ailleurs. Les villages ciblés ne peuvent pas profiter durablement de cet investissement. Il est donc souhaitable de continuer les réflexions pour éviter (dans des projets similaires) une telle déperdition pour les villages bénéficiaires.
- *L'implication des communes à l'action de développement* : Les actions de construction et d'équipement des salles de classe doivent être inscrites dans les

PDSEC. Ainsi, les élus locaux doivent être davantage impliqués à la réalisation des actions. Ils doivent participer aux processus de réflexion et être appuyés pour jouer pleinement le rôle de suivi qui leur est dévolu. Les actions réalisées par les communautés dans le domaine de l'éducation ne sont significatives que lorsqu'elles s'articulent avec les actions envisagées au niveau communal.

Le suivi évaluation du projet permet de disposer d'outils fiables pour la connaissance et l'appréciation des résultats produits suites aux interventions (changements précis obtenus en relation avec la situation de départ). Ces informations doivent être collectées et analysées à travers un système de rapportage qui repose sur les membres de l'équipe du projet, les enseignants dans les écoles et sur les membres des CGS.

Le partenaire d'exécution du projet (CAEB) a produit périodiquement des rapports qui contiennent les informations suivantes :

- Les commentaires sur Les activités réalisées qui énumèrent les activités réalisées au cours de la période et qui les décrivent ;
- Les difficultés rencontrées qui font état des faiblesses dans la mise en œuvre.
- Une conclusion qui donne une appréciation générale sur l'état d'avancement

Ce système fournit des informations claires et précises sur la mise en œuvre des actions. Pour assurer l'efficacité du projet en prenant à temps des dispositions utiles, un projet doit mettre en place un système de collecte et d'analyse des informations qui permettra de suivre, en plus de la mise en œuvre des actions, les changements intervenus suite à ses interventions. Les échanges avec les acteurs villageois pourront alors être valorisés dans le sens de réfléchir sur les relations entre les prestations faites à travers la mise en œuvre des actions et les changements souhaités en terme d'amélioration de la situation pour laquelle le projet est conçu.

Le projet doit disposer de données de base afin de faire une comparaison entre les résultats obtenus et ceux produits progressivement au fil de la mise en œuvre du projet et à la fin du projet.

#### **4.2 Recommandation / perspectives**

L'approche du projet peut être plus efficace si elle amène ses partenaires communautaires à inscrire leurs actions dans une logique de développement au-delà de la seule communauté villageoise et à moyen et long terme. Il s'agit de renforcer les relations entre une communauté villageoise et sa commune. Les actions initiées doivent tenir compte des actions menées dans la commune avec d'autres partenaires. Cela est nécessaire pour assurer une gestion efficace des ressources au niveau commune et de prévenir à temps le problème actuel évoqué par les villageois à savoir « l'accès au second cycle ».

Les actions de construction et les fournitures d'équipements nécessitent des activités intenses et bien élaborées pour le renforcement de la capacité de gestion du groupe cible afin de garantir une bonne utilisation, un bon entretien une durabilité des

investissements. Il ne s'agit pas d'organiser une séance d'information / sensibilisation. Il faut nécessairement accompagner les responsables communautaires dans la mise en œuvre du suivi des travaux en organisant avec eux des réunions périodiques au cours des travaux. Cela permet de mettre fin à toutes les suspensions et à renforcer l'appropriation.

La Fondation STROMME et CAEB peuvent améliorer leurs systèmes de suivi des actions de développement en les orientant davantage vers le suivi des « changements qui s'opèrent » et en impliquant les bénéficiaires dans la collecte et l'analyse des informations pour le pilotage de l'action. Cela permet d'être dans un processus d'apprentissage qui contribue au renforcement des capacités.

## 5. ANNEXES

### 5.1 Annexe1 : Calendrier de rencontres :

N°	Date	Lieu	Activités à réaliser	Acteurs à rencontrer
1.	11/02/2012	Bureau de CAEB Kolokani	La réunion de cadrage	- Equipe de projet
2.	11/02/2012	Kolokani	Entretien	- Conseiller pédagogique du CAP de Kolokani : M. Jean Pierre KONARE.
3.	13/02/2012	Village de Konga dans la commune rurale de Kolokani	Entretiens en « focus group »	- Parents d'élèves - Membres du comité de gestion scolaire - Chef du village et ses conseillers - Directeur d'école et enseignants - Groupements de femmes (groupes EPC) - Représentants de la jeunesse
4.	14/02/2012	Village de Yékété dans la commune rurale de Guiwoyo	Entretiens en « focus group »	- Parents d'élèves - Membres du comité de gestion scolaire - Chef du village et ses conseillers - Directeur d'école et enseignants - Groupements de femmes (groupes EPC) - Représentants de la jeunesse
5.	15/02/2012	Village de Nionkona dans la commune rurale de Guiwoyo	Entretiens en « focus group »	- Parents d'élèves - Membres du comité de gestion scolaire - Chef du village et ses conseillers - Conseillers de la mairie de Guiwoyo - Directeur d'école et enseignants - Groupements de femmes (groupes EPC)

N°	Date	Lieu	Activités à réaliser	Acteurs à rencontrer
				- Représentants de la jeunesse
6.	15/02/2012	Kolokani Bureau CAEB	Entretiens en « focus group »	- Coordinateur du projet éducation et 1 superviseur
7.	16/02/2012	Kolokani Bureau World Vision	Entretien	- Facilitatrice éducation – santé de World Vision. Madame Coulibaly Abiatou Koné

## 5.2 Annexe 2 : Liste des documents consultés

N°	Titre des documents	Auteur	Année
1	Rapport d'activités- Projet Education Pour Tous dans le village de Nionkono (commune de Guiwoyo) – septembre à Décembre 2009	CAEB	Décembre 2009
2	Rapport de démarrage des activités - Projet Education Pour Tous dans le village de Yékétééré (commune de Guiwoyo) – Cercle de Kolokani	CAEB	Mars 2010
3	Rapport de Suivi - Projet Education Pour Tous dans le village de Yékétééré (commune de Guiwoyo) – Période mai – juin 2010	CAEB	Juin 2010
4	Rapport d'activités - Projet Education Pour Tous dans le village de Konga (commune de Kolokani)	CAEB	Avril 2011
5	Rapport trimestriel de suivi des activités - Projet Education Pour Tous dans le village de Konga (commune de Kolokani) – Période avril – juin 2011	CAEB	Juin 2011
6	Document de Projet d'Appui à l'Education dans les villages de Yékétééré, Nionkona et Konga – Cercle de Kolokani	CAEB	
7	Plan d'action de mise en œuvre des activités de réalisation d'infrastructures scolaires à Konga – commune de Kolokani	CAEB	
8	Appel à candidature pour l'évaluation du « Projet d'appui à l'éducation dans les communautés villageoises de Yékétééré, Nionkona et Konga »	Fondation Stromme	2012

### 5.3 Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées

#### 5.3.1 Liste de participants à la réunion de cadrage

Prénoms	Noms	Fonctions	Localité
Mamoutou	Coulibaly	Chargé de l'éducation	Kolokani
Moussa	Coulibaly	Superviseur de l'éducation	Kolokani
Youssef. Sow	Cissé	Superviseur de l'éducation	Didiéni
Moussa	Keita	Superviseur de l'éducation	Sakabala (Didiéni)
Souleymane	Coulibaly	Chargé de suivi évaluation	Fondation Stromm Bamako

#### 5.3.2 Femmes et corps enseignant – Konga

Prénoms	Noms	Fonctions
Thiéson	Traoré	Directeur de l'école et Conseiller communal (Kolokani)
Boureima	Traoré	Enseignant
Souleymane	Sangaré	Enseignant
N'tin	Traoré	Villageoise
Sounoukoun	Coulibaly	Villageoise
Diaty	Traoré	Villageoise
N'tandiè	Traoré	Villageois
N'gonfiè	Traoré	Villageoise
Dounamba	Coulibaly	Villageoise
N'tifin	Diarra	Villageoise
Dathio	Traoré	Villageoise
Koya	Traoré	Villageoise
Waraba	Coulibaly	Villageoise
Siradiè	Fané	Villageoise
Mah	Coulibaly	Villageoise
Djithiè	Traoré	Villageoise
Niagalé	Diarra	Villageoise
Coura	Coulibaly	Villageoise
Madiè	Traoré	Villageoise
Tenin	Coulibaly	Villageoise
Kocoura	Traoré	Villageoise
Awa	Coulibaly	Villageoise
Maimouna	Soucko	Villageoise
Sounkoura	Soucko	Villageoise
Kamba	Traoré	Villageoise
Dounamba	Coulibaly	Villageoise
Zé	Traoré	Villageoise
Diaratinè	Traoré	Villageoise
Woriba	Diarra	Villageoise
Nama	Traoré	Villageoise



### 5.3.3 Groupement des femmes et corps enseignant – Yékété

Prénoms	Noms	Fonctions
Doufakoro	Koné	Directeur
Soukalo	Diarra	Enseignant
Bakary. N	Traoré	Enseignant
Saby	Kané	Enseignant
Namissa	Traoré	Présidente de l'association des femmes « Benkadi » et villageoise
Sèba	Traoré	Vice-présidente et villageoise
Yawou	Diarra	Secrétaire administrative et villageoise
N'gnèba	Coulibaly	Trésorière et villageoise
Soundjè	Diarra	Magasinière et villageoise
N'ba	Diarra	Organisatrice et villageoise
Sominan	Traoré	Organisatrice
Natougou	Coulibaly	Membre et villageoise
Nielé	Traoré	Membre et villageoise
Sitan	Diarra	Membre et villageoise
Konssou	Traoré	Membre et villageoise
Coumba	Traoré	Membre et villageoise
Doussou	Konaré	Membre et villageoise
Kadia	Diarra	Membre et villageoise
Sira	Traoré	Membre et villageoise
Oumou	Diarra	Membre et villageoise
Courè	Traoré	Membre et villageoise
Djenèba	Diarra	Membre et villageoise
Farima	Konaré	Membre et villageoise
Soukoura	Diarra	Membre et villageoise
Kourotoumou	Diarra	Membre et villageoise
Mariam	Diarra	Membre et villageoise
N'garan	Diarra	Membre et villageoise
Sitan	Coulibaly	Membre et villageoise
Nana	Traoré	Membre et villageoise
Oumou	Diarra	Membre et villageoise
Kodjiri	Diarra	Membre et villageoise
Mina	Coulibaly	Membre et villageoise
Nielé	Traoré	Membre et villageoise
Nani	Traoré	Membre et villageoise
Coura	Coulibaly	Membre et villageoise
Sadio	Traoré	Membre et villageoise
Kori	Traoré	Membre et villageoise
Sorofin	Diarra	Membre et villageoise
Bernadette	Diarra	Membre et villageoise
Rokia	Diarra	Membre et villageoise

### 5.3.4 Femmes et corps enseignant – Nionkona

Prénoms	Noms	Fonctions
Mamadou	Kanté	Enseignant
Oumar	Traoré	Enseignant
Mamadou. B	Diakité	Enseignant
Almoustapha	Ahamadou	Enseignant
Toriba Boubacar	Traoré	Enseignant
Kamba	Diarra	Villageoise
Tenimba	Synayogo	Villageoise
Fatoumata	Diarra	Villageoise
N'pènè	Diarra	Villageoise
Aminata	Coulibaly	Villageoise
Sanaba	Coulibaly	Villageoise
Korotoumou	Traoré	Villageoise
Setou	Diallo	Villageoise
Lala	Diarra	Villageoise
Awa	Traoré	Villageoise
Korotoumou	Traoré	Villageoise
Zé	Traoré	Villageoise
Gnélé	Traoré	Villageoise
Sitan	Diarra	Villageoise
Fanta	Coulibaly	Villageoise
Konimba	Diarra	Villageoise
Sitan	Coulibaly	Villageoise
Ami	Coulibaly	Villageoise
Zé	Diarra	Villageoise
Sitan	Diarra	Villageoise

### 5.3.5 Parents d'élèves et le comité de gestion scolaire de Konga

Prénom	Nom	Fonction
Zamblé	Diarra	
Tiégoro	Diarra	
Sougolo	Diarra	
N'godina	Diarra	
Tiohory	Diarra	
Dowolé	Diarra	
N'golo	Diarra	
Dossomé	Diarra	
Le comité de gestion scolaire		
Mody	Diarra	Trésorier
Diarra	Diarra	Président
Dramé	Diarra	Chargé de rassembler les cotisations des parents d'élèves

Prénom	Nom	Fonction
Wosso	Diarra	Chargé de projet
Gagaou	Diarra	Commissaire au compte

### 5.3.6 Comité de Gestion Scolaire et Parents d'élèves – Yékétééré

Prénom	Nom	Fonction
Hamidou	Konaré	Trésorier
Dièkouna	Diarra	Secrétaire administratif
Dièba	Traoré	Trésorier adjoint
Nana	Traoré	Organisatrice
Dogoni	Traoré	Chargé de projet adjoint
Gapné	Diarra	Charge de la scolarisation des filles
Fati	Diarra	Chargé des affaires des femmes
Les parents d'élèves		
Boubou	Diarra	
Dodio	Traoré	
Diarraba	Traoré	
Koudié	Coulibaly	
Soutiè	Diarra	
Mamoutou	Traoré	
Dotina	Coulibaly	
Nekessama	Traoré	
Adama	Diarra	
Tièma	Coulibaly	
Messé	Traoré	
Niama	Diarra	

### 5.3.7 parents d'élèves + les conseillers du chef de village et CGS Nonkona

Prénom	Nom	Fonction
Les parents d'élèves + les conseillers du chef de village		
N'Gana	Konaré	Conseiller du village
Fousséni	Konaré	Conseiller du village
Issa	Diarra	Porte parole du chef du village
Daouda	Diarra	Porte parole du chef
Tiongon	Konaré	
Zoumana	Konaré	
Kalifa	Traoré	
Adama	Konaré	
Oumarou	Coulibaly	
Dramé	Konaré	Conseiller du village
Sèba	Diarra	Conseiller du village
Le comité de gestion scolaire		
Dramé	konaré	Président

Prénom	Nom	Fonction
Mamadou	Doumbia	Chargé de la mobilisation
Amadou	Coulibaly	Trésorier
Séba	Diarra	Secrétaire administratif
Adama	Diarra	Chargé des affaires de la société civile
Abdoulaye	Diarra	Chargé de suivi
Aminata	Coulibaly	Chargée de la scolarisation des filles
Mariam	Coulibaly	Chargée des affaires de la société civile
Jean mari	Konaré	Trésorier adjoint

### **5.3.8 Conseillers de la mairie de la commune rurale de Guihoyo**

Prénom	Nom	Fonction
Dramé	Konaré	2 <sup>e</sup> Adjoint au maire
Harouna	Konaré	Conseiller à la mairie
Moussa	Konaré	Conseiller à la mairie

### **5.3.9 World Vision**

Madame Coulibaly Abiatou Koné    facilitatrice éducation – santé.